

Le Premier ministre est attaqué de toutes parts

Tunisie Dernière charge en date contre Youssef Chahed: celle du Président.

Démissionnera, démissionnera pas? Jusqu'ici, le Premier ministre tunisien Youssef Chahed fait le gros dos mais la question rebondit depuis des mois dans la sphère politique nationale. En poste depuis près de deux ans (en août prochain), le chef du gouvernement essuie des attaques multiples et de plus en plus frontales.

La dernière charge en date est même le fait du président de la République lui-même. Béji Caïd Essebsi, 91 ans, a glissé une petite phrase qui en dit long sur l'état de ses relations avec Youssef Chahed. *"Quand on n'a pas de soutien politique, on démissionne ou on demande le renouvellement de la confiance à l'Assemblée"*, a-t-il estimé lors d'un entretien le 15 juillet, tout en se gardant de le nommer. Une formule qui semble confirmer que les échanges entre le palais de Carthage (siège de la présidence) et la place de la Kasbah (siège du gouvernement) sont devenus très grinçants.

Depuis le début, Chahed est critiqué sur sa manière de conduire les réformes nécessaires pour sortir le pays de l'ornière économique. Même dans son camp, certains récla-

ment sa tête. A commencer par Hafedh Caïd Essebsi, directeur exécutif du parti Nidaa Tounes, la formation - à laquelle le Premier ministre appartient aussi - créée en 2012 par son père, aujourd'hui président de la République, Béji Caïd Essebsi, afin de rassembler l'opposition aux islamistes d'Ennahda.

Un conflit ouvert

Depuis, les deux partis se sont entendus pour former une coalition gouvernementale, *"ce qui a choqué la base électorale de Nidaa Tounes, qui y a vu une trahison de ses principes"*, note le politologue Riadh Sidaoui, directeur du Centre arabe de recherches et d'analyses politiques et sociales (Caraps), à Genève.

Le conflit ouvert qui oppose depuis fin 2017 le Premier ministre au fils du Président repose, d'après lui, sur les ambitions de ce dernier contrecarrées par l'ascension fulgurante du premier. Certains voient déjà Hafedh Caïd Essebsi se présenter à la présidentielle de l'année prochaine alors que le parcours de Youssef Chahed pourrait le porter naturellement à envisager une telle candidature.

"Le gros problème, c'est Hafedh Caïd Essebsi puisqu'il a provoqué l'éclatement du parti ainsi que son affaiblissement, avec le départ de plusieurs députés", soutient M. Sidaoui. *"Or, à part l'appui de quelques hommes d'affaires, Hafed n'a aucun capital symbolique. Il n'est ni militant, ni politicien, il n'a aucune histoire si ce n'est d'être le fils du Président"*, poursuit-il, en précisant qu'*"il n'est pas à ce poste sans avoir le soutien plein et*

entier de son père".

Relations empoisonnées

La querelle s'est donc logiquement reportée plus haut, empoisonnant les relations entre le chef du gouvernement et le chef de l'Etat.

En attendant, le Premier ministre poursuit son chemin presque comme si de rien n'était. Mardi soir, il a nommé un nouveau ministre de l'Intérieur, Hichem Fourati, suite à la vacance du poste depuis début juin.

Il semble croire en sa bonne étoile. Depuis l'an dernier, la Tunisie a retrouvé la croissance, qui devrait se poursuivre cette année, après le marasme qui a succédé à la "révolution de jasmin" en 2011. Pourtant, le niveau des principaux indicateurs économiques reste précaire: le chômage stagne autour de 15%, l'inflation atteint 8%, sans compter la dévaluation du dinar.

"Le sort de Youssef Chahed sera déterminé par la manière dont Béji Caïd Essebsi et Rached Ghannouchi (le chef d'Ennahda, Ndlr) résoudront leurs problèmes", dit le politologue, qui le voit rester en place jusqu'aux élections de 2019. *"L'alternative, ce serait des élections anticipées mais Béji Caïd Essebsi n'en veut pas en raison des risques de blocage politique"* en cas de majorité impossible à dégager, dit-il. *"Le père et le fils ne sont pas prêts à cela."*

Vincent Braun